

Omar Aloui,

Economiste marocain. Expert-consultant et Directeur de la société de consulting Agro-Concept. Rabat

Février 2022

Habib - Bonjour Si Omar. Merci beaucoup de nous accueillir et d'accepter l'interview. Ma première question est la même pour tout le monde, vous êtes qui ?

Omar - Merci. J'ai eu grâce à Mohamed Mehdi une réflexion sur ce sujet, mais il ne m'avait pas parlé de la partie bio. Donc je vais improviser. Je suis né dans une ville andalouse du nord du Maroc qui était la capitale du protectorat espagnol. À Tétouan, une ville avec une tradition multiple, une ville dans laquelle il y a eu pendant des années la migration Andalouse dont une partie de ma famille, et d'autres migrations qui étaient des migrations plutôt des gens du Sud qui venaient pour protéger la partie occupée par les Espagnols, Ceuta.

Omar - Donc c'est un mélange entre des Andalous et des guerriers du Sud et une très grande population israélite, juive, 8000 personnes à Tétouan sur 30 000 pendant la période espagnole. J'ai fait mes études primaires dans une école privée marocaine, qui était ce qu'on appelait à l'époque les écoles nationalistes du *hezb istiqlal*.

Omar - Après mon père a été nommé à Tanger et là j'ai intégré l'éducation française avec beaucoup de difficultés parce que je ne parlais pas français. Après, j'ai un cursus un peu standard. J'ai fait mes études d'économie à Grenoble dans un environnement d'excellents professeurs, tous marqués à gauche, mais tous très honnêtes intellectuellement. Et ça, ça m'a beaucoup marqué. Mon meilleur professeur était marxiste, mais 90 % de son cours, c'était sur les néoclassiques et les Keynésiens. C'était une école d'honnêteté intellectuelle. Ce qui n'est malheureusement plus le cas aujourd'hui.

Habib - Je vais reprendre dès le début. Donc tu es né à Tétouan, tu as grandi à Tétouan jusqu'à quel âge ?

Omar - Jusqu'à neuf ans.

Omar - J'ai été élevé par ma grand-mère parce que mon père faisait déjà des allers retours à Tanger. Ma mère allait avec mon père à Tanger aussi, ils faisaient des allers retours. Ils ne se sont installés définitivement que quand j'ai eu neuf ans.

Omar - Ma grand-mère était la fille d'un grand ministre, du côté de ce qu'on appelait à l'époque le grand vizir, c'est à dire le représentant du roi dans la zone du protectorat, il s'appelait Ramire, il n'avait pas de garçon, il n'avait que des filles et elle, c'était l'aînée. Et quand il rentrait le soir, il se livrait à elle, il lui racontait ses malheurs, ses malheurs politiques, il pleurait, souvent, parce qu'à l'époque du protectorat avec Franco, avec le Front populaire, d'abord le Front populaire espagnol qui a bombardé la médina de Tétouan, qui a fermé toutes les mosquées sauf une. Et après il y a Franco qui joue la carte « On est des frères, on est tous... ». Et toi, tu es là, tu es responsable politique et tu dois gérer, sans moyens.

Donc c'était très dur pour lui. Et c'est là où elle m'a conseillé souvent que je ne prenne jamais une fonction politique parce que c'est très dur d'être dans ces situations.

Habib - Donc on peut dire que ta grand-mère avait une formation politique.

Omar - Oui. Ma grand-mère, quand Kennedy est mort, elle a pleuré. Ce n'est pas uniquement son cas à elle. Parce que les femmes de Tétouan, elles étaient toutes instruites. Elles savaient toutes lire et écrire.

Habib - Pourquoi ? Ça c'est une spécificité. Est-ce que tu as une explication à ça ?

Omar - Non, je n'ai pas réfléchi à la question. C'est un constat, je ne sais pas. Mais c'était une formation traditionnelle. Elles étaient instruites et les familles vivaient en clans. Donc la discussion politique même les femmes y participaient. C'est très contradictoire le milieu. C'est à dire quand tu es dans ton clan, tu connais ça, c'est une famille andalouse on peut discuter, les hommes parlent, les femmes parlent, etc. Il y a un étranger qui rentre, la femme se cache, elle met son truc elle se cache. Mais tant qu'on est en clan, elle est presque l'égale de l'homme.

Habib - Ça continue ?

Omar - Non, ça a beaucoup changé. Il n'y a plus la grande famille, le clan, etc. Et maintenant, ce sont les classes sociales qui marquent les différences de comportements. Il y a des progrès faits dans les milieux populaires. On a beaucoup de progrès qui sont faits. A Tanger par exemple, dans mes meilleurs souvenirs, c'étaient ces couples d'ouvriers ouvrières, quand l'industrie s'est développée à Tanger, qui étaient des couples vraiment modernes au sens propre du terme, parce que les deux travaillaient. Mais les progrès sont faits maintenant selon les différenciations sociales. Quand je dis progrès, c'est à dire le progrès en termes d'égalité, de droit.

Habib - Pourquoi tes parents, les deux donc, ton père et ta mère, partaient souvent à Tanger, qu'est-ce qu'ils allaient y faire ?

Omar - Il travaillait à Tanger, il était fonctionnaire.

Habib - Fonctionnaire de l'Etat.

Omar - Oui, au ministère du Commerce, de l'Industrie, des Mines et de la Marine marchande.

Habib - Il avait une formation particulière pour ça ?

Omar - Oui, oui, il avait étudié en Espagne, un petit peu d'études commerciales. Mais à l'époque, à l'indépendance, il suffisait d'avoir le bac et on te nommait, parce qu'il y avait une pénurie de cadres.

Un autre épisode que j'aime bien raconter, ce qu'il m'a raconté lui, c'est la réunification du Maroc. Entre les deux zones, les zones de protectorat français, le protectorat espagnol, tu as une idée de la géographie de la chose. Donc tu as de Tanger jusqu'à Nador, et après, tu as jusqu'à Larache. C'est un rectangle. Et la frontière séparait deux économies très différentes du point de vue du potentiel, du point de vue de la capacité, du point de vue de la richesse, du point de vue de l'agriculture, de l'industrie et des services, des finances. Et je crois que c'est le seul exemple historique d'ouverture des frontières sans compensation

aucune entre une économie forte et une économie faible.

Mon père m'a raconté que la première chose qu'ils ont fait le jour où le Maroc a été réuni, c'est d'augmenter le prix du pain pour l'aligner sur le prix de cette zone-là qui est une zone productrice de céréales. Il y avait toute une politique et donc il y a des usines qui ont déménagé parce que la norme française qui était étendue à la zone du Nord faisait que

Ils sont partis comme ça, les forêts ont été complètement déstructurées parce que du temps des Espagnols, ce n'était pas domanial. Avec l'extension de la législation française, elles sont devenues domaniales. Donc on a exclu les gens et cette ouverture disons aussi brutale des frontières sans prise en compte des écarts de développement, a été pour beaucoup de monde un choc. Ça explique un peu l'immigration, l'économie informelle parce que les gens ne pouvaient pas intégrer l'économie selon les normes françaises.

Mon rêve, c'est d'écrire un jour là-dessus, de raconter ce traumatisme et ses conséquences.

Habib - Est-ce qu'on a encore aujourd'hui des traces de ce traumatisme ? Est-ce que ça peut expliquer certaines choses ?

Omar - Non, ça explique l'histoire, ça explique l'émigration, ça explique l'informel, ça explique certaines formes de commerce atypique comme on dit, des choses comme ça. Mais après, il y a eu le grand bouleversement avec la nomination du nouveau roi, Mohammed VI a complètement compris l'enjeu de rattacher le Nord. Il a beaucoup investi. Il s'est beaucoup déplacé physiquement dans la tradition du sultan, quand le sultan se déplace quelque part, c'est symbolique alors que son père n'y allait pas.

L'histoire de la non-intégration de ces populations dans la nouvelle économie et surtout de la non prise de conscience des décideurs de Rabat, de ce qu'ils faisaient. C'est ça qui est à raconter historiquement, mais enfin bon ...

Habib - Et ta scolarité, la première ? A l'école primaire, ou peut-être ailleurs ?

Omar - Non à l'école primaire nationaliste.

Habib - A la maison, il y avait le livre, il y avait des livres à la maison ?

Omar - Oui

Habib - Pardon, c'est une question presque personnelle pour moi, parce que moi le premier livre que j'ai touché je devais avoir 15 ans ...

Omar - Non, non, nous on a eu, de ce côté-là la famille était une famille de gens instruits, ma mère elle a étudié jusqu'à seize ans, ma tante, elle, a eu le bac espagnol.

Habib - Tu avais des frères et sœurs ?

Omar - Non, ma mère ne pouvait plus avoir d'enfant après moi.

Habib - Tu étais le premier et le dernier

Omar - Le dernier. Et ça, c'était un problème de santé. Ce n'était pas un choix.

Habib - Tu penses que ça a joué un peu dans ta formation, ton éducation, ta personnalité ?

Omar - Sûrement. J'étais très proche aussi de mes cousins, le frère de mon père, mon oncle, et la sœur de ma mère se sont mariés aussi. Donc on était vraiment très proches. Leurs enfants, c'était comme mes frères et moi comme j'étais comme leur grand frère.

Habib - On va passer à après. Donc il y a un moment de passé à Tanger, la famille, et là ça correspond à la période du lycée. Tu rejoins le lycée français, tu peux me raconter ?

Omar - À l'époque, il y avait six lycées. Il y avait l'Italien, l'espagnol, il y avait l'américain, il y avait le français, il y avait le marocain public et le marocain privé. Mais les bandes de copains étaient transversales, il n'y avait pas de ghettos. C'est ça qui est drôle. Mes copains, ils étaient autant à l'école italienne qu'à l'école publique que ... C'était en fait la rue qui faisait l'amitié. Ce n'est pas comme maintenant où tu as des ghettos en fonction de ...

Habib - Les distances étaient plus petites

Omar - Les distances, la ville, on faisait tout à pied, donc Tanger était formidable de ce point de vue-là.

Habib - Et le lycée français ?

Omar - Vous savez, en sixième, on était onze nationalités, à Tanger, dans ma sixième H, là où j'étais !

Habib - Onze nationalités ?

Omar - Alors il y a les réfugiés blancs, Tanger accueillait tous les tous les régimes dictatoriaux. Qu'ils étaient communistes ou de droite. Donc on avait des Portugais parce qu'il y avait Salazar. On avait des gens des pays de l'Est, parce qu'il y avait des dictatures ou des régimes qui étaient, machin. On avait un Libanais, on avait un Iranien, on avait une Vietnamiennne, et c'était d'une richesse extraordinaire.

Et moi, mon meilleur copain était italien. Son père était un grand dirigeant du parti fasciste. Il avait des textes manuscrits de Mussolini, son père. Et quand il a vu le vent tourner, il est venu au Maroc, il s'est marié avec une Marocaine. Il a pris la nationalité marocaine, soi-disant il s'est converti, et comme c'était un gars très brillant et il s'en est sorti rien qu'en jouant les jeux de hasard et en jouant au poker, des trucs comme ça.

Habib - Et le côté cosmopolite de Tanger, il est encore là ?

Omar - Non, c'était plus que cosmopolite, c'était cosmopolite sans ghetto. C'est ça qui est drôle. Tout le monde fêtait l'Aïd el Kebir par exemple, qu'ils soient marocains ou espagnols, tout le monde fêtait le Nouvel An, c'est ça qui était extraordinaire.

Habib - Il y avait des juifs aussi.

Omar - Plein. Les juifs sont tous partis en 67.

Habib - Mais avant, avant ils étaient là et c'est pareil, ils étaient un peu comme tout le monde ?

Omar - Non, bon je ne sais pas à Tanger si c'étaient des juifs riches. Ce n'est pas comme les juifs qui étaient à Tétouan, qui étaient populaires. C'étaient des grands importateurs, c'était surtout l'importation parce qu'en fait, mon père m'avait expliqué ça, le ministère du Commerce à l'époque réglait les importations par quotas, pas par des droits de douane. Il ne donnait des licences qu'aux Marocains musulmans. Mais les Marocains musulmans les revendaient. Donc c'était une vraie rente, parce que le mec ne faisait rien, il allait au ministère, on lui donnait la licence, il la revendait à la porte du ministère.

Et c'est pour ça que la décision de Hassan II d'ouvrir le commerce extérieur avec l'Europe en 95, cet accord de libre-échange est structurant dans l'évolution de l'économie de la société marocaine parce qu'il a débranché les anciennes formes de rentes, liées au commerce, et il en a créé d'autres ! Mais ça a renouvelé les bases de l'accumulation des richesses. Et je pense qu'il était conscient de ça parce que lui, il n'avait aucun intérêt à le faire. Parce que le système de contrôle de la rente par l'État ça arrangeait Hassan II. Quand tu ouvres le commerce, tu perds un peu de pouvoir, et personne ne l'obligeait à le faire. Et pourtant, il l'a fait.

Habib - Le bac ? Tu es arrivé au bac, tu as obtenu ton bac, quelle discipline ?

Omar - Oui, j'ai eu mon bac, éco.

Omar - Oui c'était pas mal. Là aussi, c'était une conjoncture particulière parce que c'était la première fois qu'on mettait le bac économique à Tanger. Et on était quinze élèves en classe, le luxe !

Omar - A l'époque, on fonctionnait beaucoup en groupe, les copains, etc. Il y avait des copains à nous qui étaient partis à Grenoble une année ou deux années après, et donc on a décidé de les rejoindre. On était boursiers. Une bourse assez confortable à l'époque, qui nous permettait de vivre et même de garder un peu d'argent.

Habib - Une bourse de l'Etat marocain ? Et c'était assez confortable pour vivre, donc au moins au début, tu n'as pas travaillé ?

Omar - Non, elle était largement suffisante. Et puis les services sociaux étaient gratuits, enfin gratuits, les dépenses de base étaient largement couvertes.

Habib - Il y avait déjà un projet dans ta tête pour une carrière ou quelque chose comme ça ? C'est un hasard, Grenoble c'était un hasard ou un choix ?

00:21:28:17 - 00:21:37:03

Omar - Grenoble, c'était vraiment le groupe de copains. On se retrouvait là-bas. C'est le clan qui se reconstitue.

Habib - Se mettre avec le groupe. Et alors l'enseignement reçu à Grenoble, vous en avez parlé tout à l'heure, est-ce qu'on peut recommencer ? Quels sont les profs que vous avez rencontrés ?

Omar - En économie on avait le grand pape, il est mort, c'était un prof de relations économiques internationales qui s'appelait Gérard de Bernis, il avait beaucoup travaillé avec les Algériens sur les industries industrialisantes à l'époque.

Habib - C'était en quelle année Grenoble, la première année ?

Omar - Moi je suis arrivé en 76/77. Lui, c'était le grand pape et il avait plein d'assistants à lui qui faisaient des thèses avec lui, qui étaient tous très brillants aussi, d'un côté. De l'autre côté on avait aussi une bonne tradition d'économie monétaire avec des gens qui n'étaient pas marxistes mais qui avaient travaillé beaucoup au niveau de l'Union européenne sur les problèmes d'échanges et d'économie monétaire, de finances publiques. Et on avait à côté une fac de droit qui était qui était le contraire, c'était la fac de droit d'ultra droite, dans laquelle il y avait comme doyen Michel Rousset, le conseiller de Driss Basri,

Habib - Et les autres professeurs d'économie, c'était qui ?

Omar - Il y avait Christian Pallois, Bruno Lautier, Roland Borelli, Jacques Percebois, Paul Samuelson (pas l'Américain).

Habib - A l'époque vous étiez politisé ?

Omar - Oui, bien sûr. Bon, il y avait l'Union Nationale des Etudiants du Maroc, l'UNEM, qui était à Grenoble. La section était très puissante, dans les assemblées générales on arrivait à avoir 80 % des étudiants qui venaient parce qu'on était dans un campus donc tout le monde se connaissait, tout le monde était politisé.

Habib - Vous avez occupé des responsabilités dans le cadre de l'UNEM ?

Omar - Pas à l'UNEM, non, j'étais responsable de la section du parti, du PPS, à Grenoble. Mais pas à l'UNEM. Mais bon, mes camarades qui étaient à l'UNEM travaillaient un peu pour la section du parti. Et là on a eu une bonne expérience avec le milieu ouvrier, parce qu'on allait travailler avec des immigrés, on faisait de l'alphabétisation, on avait une section féminine très puissante qui travaillait avec les femmes immigrées et là on a eu beaucoup de déceptions.

Habib - On peut en parler ?

Omar - C'est à dire que tu commences à travailler avec les femmes ou les filles qui venaient se plaindre. « Je veux je ne sais pas quoi, il me maltraite ». Mais au moment de la décision d'aller porter plainte elles se rétractaient. Et la même chose pour les ouvriers, les ouvriers, nous, on allait tous les dimanches vendre le journal.

Omar - Et puis on discutait, on présentait.

Habib - C'était quoi comme journal ?

Omar - Al-Bayan, celui du parti, mais par exemple, quand on leur disait adhérez au syndicat ... Mais à l'époque ça n'a pas été un grand succès notre immersion dans le monde ouvrier !

Habib - Tu en as tiré des conclusions ? Politiques ?

Omar - Non, on était gamins, on ne mesurait pas toutes les contraintes. Parce qu'il y a immigration et immigration aussi. Quand on allait à Paris, on voyait les immigrés qui travaillaient chez Peugeot, chez Citroën, etc. C'était autre chose. Mais à Grenoble c'était des gens qui venaient la plupart travailler dans le bâtiment, ils étaient analphabètes.

Habib - Et donc tu obtiens une licence, en économie générale ?

Omar – Non, économie du travail.

00:28:07:17 - 00:28:15:24

Habib - Économie du travail, licence, et après tu entames une thèse ou pas ? On peut parler un peu de la thèse ?

Omar - Oui après, je me suis inscrit en DEA et thèse de troisième cycle et j'ai travaillé sur les migrations rurales, urbaines, l'exode rural, parce qu'en fait, entre temps, j'avais travaillé comme superviseur du recensement général de la population de 82 au Maroc à Tanger. J'avais choisi les quartiers populaires et je supervisais les enquêteurs. Ils me ramenaient l'information, l'information brute et fraîche. Et donc j'ai fait cette étude de cas sur « comment fonctionne l'exode rural dans un bassin d'emploi ? »

Habib - Ça, c'est donc ce qui est devenu le sujet de la thèse

Omar - Oui, c'est ça.

Habib - C'est qui le directeur de la thèse, ou la directrice ?

Omar - Le directeur. C'est Michel Hollard, qui est venu enseigner ici par la suite. C'est un prof qui était assez, comment dirais-je, il était très quantitatif. A l'origine c'était un physicien. Et après il a fait une grosse thèse, qui était impressionnante, ça s'appelait « les comptabilités sociales en temps de travail ». Donc il voulait faire une comptabilité, non pas en francs ou en dirhams, mais il a fait une matrice des comptes sociaux en heures de travail. En les convertissant en travail qualifié, travail non qualifié. Comme j'étais en économie du travail, c'était lui le patron.

Habib - Donc tu soutiens ta thèse, pardon rappelle-moi en quelle année ?

Omar - En 85

Habib - Et à ce moment-là, tu avais la possibilité de rester là-bas, tu avais envie ?

Omar - Non, non. C'était impossible pour nous. C'était impossible, à l'époque notre mentalité c'était le pays a payé nos études, il faut qu'on rentre au pays rembourser notre dette !

Habib - C'était vraiment ça ou c'était une stratégie de travail ?

Omar - Non, non, non ! C'était vraiment ça, on ne pouvait pas imaginer !

Habib - C'était l'obligation politique, on a une dette

Omar - Oui. Tout le monde. Non il y avait les petits, à l'époque on les appelait opportunistes, il y avait les gens qui faisaient leur trajet individuel mais pour nous c'était impensable !

Habib - Donc le retour, il n'y avait pas le choix. Et donc au retour vous étiez bien accueillis, enfin toi et ta bande qui étiez rentrés en même temps, vous étiez bien accueillis j'imagine, vous avez eu un poste ?

Omar - Après, c'est là où je me suis rappelé ma grand-mère. Je suis allé chercher dans le privé, pas dans le public !

Habib - C'est un choix ?

Omar - Oui c'est un choix.

Habib - Pourquoi ?

Omar - J'ai cherché à travailler dans des grosses institutions publiques ou parapubliques mais quand j'ai vu le nombre d'étages qu'il y avait pour arriver au sommet, ça m'a un peu découragé. Ce qui m'a découragé le plus c'était une fois, j'avais été pistonné pour un entretien dans une banque. La Banque nationale pour le développement économique du Maroc (BNDE). J'arrive, et le mec en face qui était un grand responsable me dit « Bon d'accord, pas de problème, vous allez commencer par deux années de stage à l'intérieur de la banque ». Je passe par les bureaux tout ça. Je dis quand même, après 10 ans d'études ! De familiarisation soi-disant, ce n'était pas très sexy !

Habib - Mais je reviens, pour polémiquer un peu, j'aime bien parfois. Quand on parle d'une dette d'un pays, tu l'as reçue à travers les institutions de l'Etat ta bourse, c'est l'Etat, ce n'est pas le secteur privé qui t'a donné une bourse.

00 :33 :26

Omar - Je ne crois pas que c'est différent. Parce que l'Etat ce sont les taxes, et les taxes c'est les gens. Je veux dire c'est l'effort des Marocains qui passent par l'Etat pour payer une bourse. Mais à l'époque c'était une bourse universelle. Il n'y avait pas de critères. Même les riches touchaient, tout le monde touchait la bourse.

Habib - Mais pour quelqu'un de gauche, à l'époque, ça ne t'a pas posé de problème, politiquement ?

Omar - Non, j'avais déjà commencé à mettre de l'eau dans mon vin. Bin oui, il y a des choses qui se sont passées dans les années 70 ! Le choc de l'Afghanistan c'était horrible !

Habib - C'est-à-dire ?

Omar - Et bien l'invasion soviétique en Afghanistan, c'était pour nous un choc.

Habib - Toi ça t'a fait bouger, politiquement ?

Omar - Non, politiquement non, parce que le PPS était quand même loin de tout ça, mais ce que je veux dire c'est qu'il fallait revisiter les choses, il fallait revisiter des concepts, des raccourcis qu'on avait, des automatismes. Quand tu commences à regarder les choses avec ce nouveau regard, tu relis les classiques et tu vois des choses différentes de ce que tu as vu quand tu étais militant. Tu relis Marx, tu ne le relis pas de la même manière. Tu te rends compte qu'il parle beaucoup du marché et que le marché ce n'est pas le capitalisme, pour Marx. Et tu revois les choses d'une autre manière. Les mêmes textes, tu les relis, tu relis Rosa Luxembourg, ou tu relis les grands classiques, après avoir perdu ces automatismes de dire l'Union Soviétique, la classe ouvrière, ou je ne sais pas quoi. Tu relis, tu retrouves des choses qui t'avaient échappé. Parce qu'avec la lecture idéologique, tu ne lis pas tout. Tu fais le tri dans ta tête parce que tu es marqué politiquement par un objectif, tu relis les

choses différemment.

Habib - Je vais oser une question comme ça rapidement, tu te considères toujours de gauche ? juste pour savoir. Oui ? D'accord. Et première partie professionnelle ? Premier travail par exemple, c'était quoi ?

Omar - C'étaient ces histoires de ressources humaines. Avec le Haut Plan ou quelque chose comme ça. Après il y a un copain qui était avec moi à Grenoble, il avait monté cette boîte avec un autre collègue à lui, et je suis venu les voir. Ils m'ont proposé de rejoindre l'équipe, avec des conditions assez difficiles du point de vue de la rémunération parce que ça démarrait mais bon j'ai accepté et on a monté cette boîte. Eux ils avaient démarré une année avant moi

Habib - Cette boîte, Agro-concept, elle a été créée en quelle année ?

Omar - 85. Moi je suis arrivé après. 85 c'est la soutenance de ma thèse. Eux ils étaient déjà là. Donc ils ont monté la boîte et moi j'ai rejoint l'équipe.

Habib - Tu n'as jamais quitté ?

Omar - J'ai fait d'autres choses mais sans la quitter. J'ai enseigné pendant 8 ans, ici à Rabat, en master.

Habib - Tu as enseigné quoi ?

Omar - L'économie territoriale, parce qu'entre-temps, comme j'avais travaillé beaucoup en tant qu'expert consultant sur le territoire, je m'étais fait une idée sur ça, et j'avais un master d'économie territoriale. Et là j'ai appris beaucoup de choses aussi, j'ai appris qu'à l'Université il y a une forte demande de la part des étudiants pour avoir un enseignement de qualité, et que l'Université ne répond pas à cette demande. Elle ne répond pas parce que c'est toujours le prétexte qu'il y en a qui ne travaillent pas, que les moyens ne sont pas là etc. Mais le sacrifice pour les 30% qui sont ambitieux en matière de connaissances, c'est terrible. Et j'ai vu ça pendant 8 ans quand même. Dans la promotion, il y a 30% qui auraient pu être très bien et qui ne le sont pas. Parce que l'Université ne leur offre pas d'enseignement de qualité.

Habib - On peut en parler quand même un peu de cette histoire de niveau de l'enseignement, parce que c'est un discours qu'on entend un peu partout, pas seulement au Maroc, qu'est-ce qui fait que l'enseignement a connu ces difficultés, que le niveau a peut-être baissé, je ne sais pas, on entend souvent ça ?

Omar - L'histoire du Maroc, l'histoire de l'Université Marocaine, je ne sais pas par quel bout commencer, c'est-à-dire qu'il y a eu plusieurs facteurs. Et donc nous, quand on était au lycée, les plus mauvais c'est ceux qui allaient à l'école privée, ceux qui allaient à l'école privée, ils avaient honte de le dire. Et puis, petit à petit, la qualité de l'enseignement dans le public s'est dégradée et donc l'université est devenue un garage, elle accueille tous ces gens qui sont mal formés à la base, donc va voir l'origine ! Elle est lointaine ! Alors après, il y en a qui disent c'est le corporatisme des enseignants. Il y en a qui disent ce sont les islamistes qui ont infiltré. Moi ce n'est pas mon domaine. Mais ce que je veux dire, c'est que ce que reçoit l'Université, il y a un décalage par rapport à l'enseignement privé et par rapport à l'enseignement des missions étrangères.

Habib - Ça peut être une question d'investissement politique dans l'enseignement, quand je parle d'investissement politique, je parle évidemment au niveau de l'Etat.

Omar - Non, Je ne pense pas que ce soit une question de moyens. Je pense que c'est une question de management. Il faudrait réfléchir un peu plus. Ce n'est pas mon domaine quoique ma femme était enseignante, elle a pris sa retraite maintenant, c'est une question moins de moyens que de gestion.

Moi, j'aime bien les pays qui ont tenté des réformes. Tu vois comme l'histoire d'écoles coopératives dans laquelle les enseignants se constituent en coopératives et l'Etat leur paye, pour chaque enfant qu'ils reçoivent, l'équivalent de ce que lui coûte dans l'école publique.

Habib - Ça aurait pu marcher au Maroc ?

Omar - Bien sûr ça aurait pu marcher, bien sûr. Les Marocains ne sont pas dans la tradition française du droit administratif, de la fonction publique. Ce n'est pas notre tasse de thé !

Habib - C'est quoi la tradition ?

Omar - La tradition c'est que les gens sont plutôt libéraux et la responsabilité c'est quelque chose qui est liée à la liberté aussi dans ce pays. C'est à dire que les fonctionnaires ne se sentent pas responsables, pour beaucoup d'entre eux, sauf ceux du ministère de l'intérieur qui sont jugés aux résultats, les autres peuvent toujours dire on n'a pas les moyens.

Habib - L'Intérieur ils ont les moyens

Omar - L'Intérieur ils ont les moyens, et ils sont jugés au résultat. Si tu ne réussis pas, tu es viré ! Ils ont un grand garage au ministère de l'Intérieur. Donc ils sont tous là mais ils n'exercent plus.

Habib - Juste une question un peu de provocation, tu es allé enseigner parce que ça fait partie de cette fameuse dette, tu avais envie ?

Omar - J'aime bien enseigner.

Habib - Et tu étais payé j'imagine ?

Omar - Non, je n'ai jamais demandé à être payé.

Habib - Tu as enseigné 8 ans sans être payé ?

Omar - Il fallait remplir des trucs de vacataires et tout ça, ce n'était pas beaucoup d'argent, mais je n'en avais pas besoin non plus. Mais n'ai pas enseigné quinze matières, j'ai enseigné une matière.

Habib - Mais du coup, s'il n'y a pas de rémunération, c'est par engagement politique, par choix.

Omar - C'est aussi, oui c'est par engagement social si tu veux. Et puis ça m'a permis aussi de structurer ma pensée. J'ai des cours maintenant qui sont tout faits, quelquefois, je les utilise encore, pour moi ! J'ai toutes mes diapositives, encore !

Habib – Agro-concept. C'est quoi ?

Omar - C'est une boîte qui a été créée dans les années 85 pour renforcer les capacités d'analyse économique du ministère de l'Agriculture.

Habib - C'est une boîte privée

00:44:33:21 - 00:44:41:03

Omar - Maintenant mais pas à l'origine. A l'origine, on avait une part, 30 % des actionnaires c'étaient des sociétés publiques. Et on a racheté les actions. Il y avait le Crédit Agricole et il y avait la Sogecam, c'était deux entreprises.

Habib - Donc sa première fonction, c'était un peu de conseiller le ministère de l'Agriculture.

Omar - Ça n'a pas duré longtemps. Ça a duré jusqu'en 91-92. Pendant six ans, on a travaillé beaucoup pour le ministère parce que c'était une période où on devait accompagner le programme d'ajustement. Il y avait des réformes importantes. Il fallait pouvoir dialoguer avec la Banque Mondiale.

Donc là, on a été mobilisés. Après, le Maroc n'avait plus besoin de tout ça et donc on s'est reconvertis dans les études, on a travaillé pour tout le monde. Après on a travaillé pour les collectivités locales, pour les bailleurs de fonds, pour l'Afrique, en Afrique, pour le privé, pour tout le monde.

Habib - J'ai une dernière question probablement personnelle. Il y en aura certainement d'autres, mais celle-là, celle que j'ai en tête, tu n'as pas fait des études d'agronomie, tu n'es pas agriculteur, ta famille ne vient pas du milieu agricole, qu'est-ce que tu es venu faire là-dedans ?

Omar - C'est encore pire que ça ! C'est que j'ai toujours évité pendant ma scolarité les Unités de Valeur, comme on les appelait à l'époque, où il y avait un peu d'agriculture ! Je trouvais ça pas très sexy ou pas très intéressant, que c'était de la vieille économie, tout ça. Mais en réalité, au Maroc, tu ne peux pas ne pas comprendre l'importance, surtout quand on a vécu la sécheresse de 1981 c'était un traumatisme. Les gens échangeaient un camion de moutons contre un camion de paille ! Et il y avait les émeutes, ce qu'on appelait à l'époque les émeutes de la faim, du pain. Il y avait aussi toute cette problématique de « comment réformer » qui était très, très importante et intellectuellement exigeante de comment tu réformes un système conçu dans les années 30. En fait, la caisse de compensation c'est un truc qui date des années 30 et elle existe toujours.

Habib - La sécheresse de 81, c'est un souvenir, c'est un traumatisme personnel ?

Omar - Non, enfin traumatisme, disons, un choc. On a vu des images, on a vu des choses, on nous a raconté des choses. Je venais beaucoup au Maroc parce que j'étais en thèse, je faisais mes enquêtes sur le terrain, à Tanger, etc. Donc même si je savais que j'allais soutenir la thèse à Grenoble, j'étais sur place et les gens te racontaient des choses. Après, il y a eu les manifestations aussi de juin 81 à Casa, dans lesquelles on a tiré sur des gens. Donc, une fois au Maroc, tu te rends compte que l'agriculture et l'alimentaire, c'est stratégique.

Habib - Et ça s'est imposé.

Omar - Et puis, il y avait cet intérêt aussi intellectuel d'appliquer des outils un peu modernes à un secteur traditionnel qu'il fallait réformer, qui allait s'ouvrir. Et finalement, c'était un bon choix parce que ça reste encore d'actualité. La preuve, c'est que tu viens ici !

Habib - Là où il y a un intérêt, je viens ! Tu m'as dit que la boîte Agro-concept existe depuis 85, c'est le moment où on met en place, enfin où on commence à discuter du programme d'ajustement, de la planification et ainsi de suite. Tu peux parler du programme d'ajustement structurel ?

Omar - Ah, bien sûr !

Habib - Comment ça a été fait ? Les négociations, parce que, pardon, je crois qu'on va essayer de prendre un peu de temps là-dessus. Parce que moi, quand j'ai envie de dire quelque chose de critique ou d'écrire, je suis capable d'écrire quelque chose du style « les problèmes de l'agriculture Tunisienne ont été aggravées, du moins si ce n'est pas la cause principale, par le programme d'ajustement structurel. » On en a discuté avec d'autres qui tout de suite se réfèrent au programme d'ajustement structurel comme un moment extrêmement négatif, toi tu as vécu carrément une expérience, tu as été dans la discussion à ce moment-là, j'aimerais bien que tu en parles un peu en profondeur

Omar - Oui si tu veux. Je ne suis pas d'accord, moi je n'écrirais pas ce que tu aurais pu écrire sur la Tunisie, pour plusieurs raisons. D'abord parce qu'avant l'ajustement, on était dans une politique agricole disons très étatiste, et là aussi, mon passé communiste pur et dur m'avait servi pour savoir que ce genre d'administration de l'agriculture ne pouvait pas, dans le secteur agricole, donner une entreprise publique.

Par exemple, les grandes, les meilleures terres du Maroc étaient gérées par des entreprises publiques. Ce ne sont même pas des coopératives, ce sont des entreprises publiques avec des salariés, des machins, des directeurs nommés, des choses comme ça. Le commerce extérieur, c'était de la rente, parce que c'étaient des monopoles, pour les céréales, pour les exportations, le secteur des engrais c'étaient aussi des monopoles publics ou parapublics. On était vraiment dans un carcan et ça s'explique aussi parce que le ministère de l'Agriculture est un ministère qui était alimenté par des cadres venus de l'Institut Agronomique, donc formés aussi dans ce moule-là.

Deuxièmement, donc, ouvrir le secteur ? Et c'est là où je te dis le marché, ce n'est pas le capitalisme, ouvrir, sortir du monopole, ce n'est pas quelque chose qui pouvait créer des problèmes, au contraire. Et il y a beaucoup de réformes qui sont allées dans ce qu'on a appelé la « démonopolisation » ou la déréglementation, des choses comme ça.

Deuxième chose, et là il faut reconnaître que la partie marocaine a été très performante en termes de négociation. Ils ont toujours super bien négocié pour garder toujours des marges de manœuvre et ne pas abandonner, ne pas prendre de risque sans avoir les moyens de réagir. Donc quand il fallait ouvrir un secteur par exemple, ou libérer un prix de quelque chose qui était avant régulé, il y avait toujours des clauses de sauvegarde et des mesures de protection, des choses comme ça qui ont fait que finalement on n'a pas eu de choc négatif sur le terrain. Et c'est là où notre expérience d'accompagner l'ajustement dans le détail nous permet de dire ça.

Habib - Tu as été négociateur avec les équipes du ministère ?

Omar - Indirectement, oui. C'est à dire que les négociateurs nous consultaient, ils nous

posaient des questions avant d'aller négocier, avant d'aller à Washington, on leur donnait des arguments pour négocier, pour protéger le secteur, et ça a marché. On n'a pas eu de dégradation des revenus des agriculteurs à cause du programme d'ajustement dans ce pays.

Habib - Donc tu penses que le programme d'ajustement structurel, c'était un bon compromis à cette époque-là ? Il n'y avait pas d'autre choix, d'autre alternative, c'était ce qu'il fallait faire.

Omar - Oui. Tel qu'il s'est déroulé entre les deux parties, l'intelligence des décideurs du côté de la Banque mondiale aussi, les gens avaient compris les limites à ne pas dépasser. Et compte tenu de la qualité de la négociation du côté Marocain, on est arrivé à quelque chose qui finalement n'a pas contribué à la dégradation des revenus agricoles puisqu'elle a ouvert le marché tout en ayant des clauses de sauvegarde en cas de difficultés.

Cela étant, il y a eu des mesures positives pour le secteur, comme la dévaluation parce que les exportateurs gagnaient plus et les prix des produits importés étaient plus élevés. Et on a cassé beaucoup de situations rentières qui étaient entre les mains du privé. Du gros privé marocain qui avait pu avoir accès aux terres des colons.

Je vous donne un exemple, tout ce qui est rosacées, c'était interdit à l'importation, et ceux qui produisaient c'étaient des grandes familles qui avaient récupéré des domaines de la colonisation à leur profit donc voilà, c'était un programme équilibré je trouve.

Habib - Moi je ne suis pas Marocain, je suis juste chercheur et je m'intéresse au Maroc depuis pas mal de temps. Mais si je résume l'image rapidement, si je devais parler en quelques secondes pour donner une image actuelle de la question agricole et alimentaire au Maroc, le Maroc continue à importer la moitié de ses besoins de produits alimentaires, à peu près, plus de 97 % des huiles mais au niveau des céréales, on est à peu près à 50 %, plus ou moins. J'ai aussi regardé la question de la pauvreté au rural, c'est en augmentation. Il y a eu une petite période de stagnation, mais après ça a commencé à réaugmenter depuis le début des années 90. Ça n'a pas diminué. Il y a des chiffres, y compris de l'État. La migration, après l'ajustement structurel, l'immigration, « l'exode », je n'aime pas le mot c'est pour ça que je le mets entre guillemets, ça a augmenté et après ça s'est à peu près peu stabilisé.

Omar - Interne ou externe ? Les migrations internes ?

Habib - Non, non, exode rural je parle. Et, dernier point, j'ai lu un article de toi, co-signé avec deux autres auteurs, sur le foncier, publié en 2007. Dans cet article 70 % des propriétaires agricoles occupent 25 % de la terre, avec une moyenne de deux hectares.

Comme bilan d'ajustement structurel, est ce qu'on peut dire que la balance est bien équilibrée ou est-ce que ça n'a rien à voir ?

Omar - Non, mais je peux te citer les indicateurs positifs, en face. Il y a plusieurs sujets. Il y a le sujet du foncier sur lequel on va revenir. Il y a le sujet de la transformation de l'agriculture, qui a été entamée au Maroc. Et il y a le sujet du commerce extérieur.

Il est évident que dans la pratique, même si ce n'était pas pensé, le Maroc a engagé une politique de transformation de son agriculture en incorporant beaucoup de capital privé et beaucoup de capital public, disons de capital en tant que facteur de production, pas en tant

que capitaliste. En incorporant beaucoup de capital, beaucoup de compétences, beaucoup de réseaux commerciaux, beaucoup de savoir-faire et beaucoup de main d'œuvre salariée.

Cette transformation n'a pas été pensée à mon avis. Elle est venue, comme dans beaucoup d'autres pays, par le fait que la terre, et là on revient au foncier, n'est plus un facteur de production important. Ce qui est important aujourd'hui, c'est l'eau, le capital et les compétences, et la terre, en tant que telle, n'est plus nécessaire pour produire, en tant que propriété.

Il y a une déconnexion de la propriété et de la mise en œuvre. Il y a une déconnexion très importante et qui est très mal mesurée. Et c'est pour ça que peut être que je n'aurais pas écrit la même chose aujourd'hui, parce que maintenant je travaille sur les problèmes de foncier encore, et on s'est rendu compte que ce qu'on appelle exploitation en fait, ou propriété, c'est une exploitation en indivision d'une famille qui a laissé l'exploitation à un de ses membres. Comment tu l'appelles celui-là ? Il est locataire ? Non. Il est associé ? Non. Il est copropriétaire, mais dans un arrangement avec les autres copropriétaires qui lui permettent d'apporter les facteurs complémentaires pour exploiter la terre. Lui il a le savoir-faire par exemple. C'est un bon maraîcher. Ou il a le capital, il a l'expérience. Donc cette transformation de l'agriculture même chez les petits, je ne te dis pas les gros, l'Etat qu'est-ce qu'il a fait ? Qu'est-ce qu'il a fait, explicitement, dans le processus de location des terres publiques, qu'est-ce qu'il a mis comme critère de choix ? Le montant de l'investissement.

Habib - Il place les candidats, par montant

Omar - Et ça, c'est une transformation très importante, de ce qu'un économiste appellerait la fonction de production agricole. Et beaucoup de gens réfléchissent encore comme si la fonction de production agricole, c'est la terre et le travail. Faux !

Habib - Je ne suis pas sûr de partager mais ...

Omar - Non, c'est faux ! La fonction de production agricole, aujourd'hui, c'est l'eau chez nous. La terre comme moyen d'accéder à l'eau qui est une ressource commune, le capital, les compétences et les réseaux. Donc cette transformation de l'agriculture, elle ne touche pas tout le monde. Mais elle touche toutes les terres publiques qui ont été mises sur le marché. Tous les arrangements entre les indivisaires qui permettent à ceux qui ont le plus de facteurs complémentaires d'utiliser les terres. Cette transformation elle ne touche pas tout le monde, bien sûr, mais c'est une transformation qui remet en cause la place de la propriété et le discours sur la propriété comme étant ou la réforme agraire, ou les cinq hectares ou les machins. Et c'est important de prendre conscience de cette transformation.

Alors le côté négatif et le côté méconnu, c'est que cette transformation de l'agriculture impacte bien sûr les ressources communes, parce que le capital intensifie les prélèvements sur les ressources communes gratuites, et l'impact social de cette transformation est double. Il exclut les petits du marché parce que les gros viennent avec des produits plus compétitifs. Je travaille sur une région de Errachidia dans laquelle on avait traditionnellement des oasis qui faisaient des dattes. Des gros producteurs sont venus, ils ont pompé dans la nappe à 200 mètres. Ils ont amené des variétés in vitro. La production familiale été déclassée, mais les filles travaillent, leur savoir-faire est valorisé dans des grandes fermes des capitalistes avec des salaires qui respectent le SMIC à 30% je dirais, elles ont une couverture sociale, elles se libèrent en tant que femmes au lieu de rester dans le carcan familial.

Donc l'impact social n'a pas été étudié, de cette transformation de l'agriculture. Il faudrait

regarder à travers des études de cas, ceux qui ont été affectés négativement et ceux qui ont amélioré leur situation par cette transformation.

Le mot clé pour moi, c'est ça. C'est à dire que le foncier et le social et l'environnement subissent cette transformation de l'agriculture.

Habib - Sur le foncier, on n'est pas d'accord évidemment. Mais je vais y revenir. Juste par rapport au travail des femmes. Dans le cas que tu cites, et qui se généralise de plus en plus. Il y a beaucoup, beaucoup de travaux, de publications, d'économistes y compris libéraux, et pas seulement des gens de gauche ou des radicaux de gauche, qui reconnaissent aujourd'hui que la féminisation visible, parce que la femme a toujours participé aux activités agricoles, on est d'accord.

Omar - Gratuit, du travail gratuit.

Habib - Elles faisaient des choses, pour ne pas dire travailler. Elles faisaient des choses dans l'agriculture, elles étaient actives. La féminisation, rémunérée ou non, mais visible du travail agricole, c'est un révélateur de l'appauvrissement général de la population agricole.

Omar - J'ai travaillé sur ce sujet avec Oxfam, ici dans le nord du Maroc.

Habib - Oxfam dit la même chose.

Omar - Je sais, mais moi je leur ai dit ce n'est pas vrai. Parce que j'ai fait des focus groups avec ces femmes et elles ont amélioré leur situation. Une grande partie ont amélioré leur situation parce qu'elles partent en Espagne travailler dans la fraise. L'enquête, on l'a faite dans le Gharb. Là où il y a les fruits rouges, justement. Elles partent en Espagne. Aujourd'hui, le SMAG en Espagne, le salaire minimum agricole, il est de 1 000 €, d'accord ? Et on a ces femmes, on les a vues, on a discuté avec elles. Il y en a beaucoup qui aujourd'hui se considèrent plus aptes à prendre en charge leur vie, à ne pas dépendre du mari. Il y en a beaucoup qui ont divorcé, disant que leur mari ne sert à rien.

Maintenant, est ce que ça couvre toutes les situations ? Non, c'est pour ça que je te dis. C'est un domaine méconnu, pour moi, l'impact social. Il faut l'étudier.

Habib - Oui, bien sûr, si on prend quelqu'un qui est exclu, qui est sans salaire, sans revenu et qu'on lui donne un travail même extrêmement dur, sa situation financière va s'améliorer. Mais qu'est ce qui le pousse à accepter ça ? Moi, j'ai participé à un travail dans la région de Meknès. Mohamed était témoin et il y avait d'autres, Hind Ftouhi, qui a fait sa thèse avec Mohamed, et d'autres. Et on a interrogé notamment des femmes qui travaillaient dans le cerclage, c'était la saison. Elles disaient que si elles n'avaient pas besoin, parce qu'il n'y a plus de revenus dans la famille, d'améliorer leur situation, elles n'auraient jamais travaillé à la journée, parce que c'est difficile, parce que ...

Omar - Tout est lié. Ce que je t'ai dit tout à l'heure, la transformation passe par apporter des compléments au facteur terre et au travail traditionnel. Et quand tu les apportes, ces compléments-là, tu changes le système. Mais ce système, il n'y a pas de raison pour qu'il soit régressif.

Bon, là, on est en train d'essayer de faire généraliser la protection sociale. Au Maroc on a un gros problème, que le ministère de l'Agriculture devrait vraiment prendre en charge, c'est que le travail saisonnier n'existe pas dans le code du travail. On n'a que l'occasionnel, ou le

permanent. Ce qui fait que les spécificités du travail saisonnier ne sont pas prises en compte par la couverture sociale.

Il faut redistribuer la terre, il faut baisser les loyers. Aujourd'hui je crois qu'il faut avoir une vision du social qui corresponde plus à la situation réelle des gens dans le monde rural. Tu prends les gens de toutes les régions d'Agadir, nous aussi on a fait des enquêtes là-bas. Tu prends deux ouvriers, ils sont le mari et la femme, travaillent dans la tomate, ils travaillent neuf mois par an. Entre les deux ils ont quelque chose comme 5000 dirhams par mois. Ils peuvent envoyer leurs gosses à l'école. Ils peuvent avoir une moto. Ils peuvent, tu vois, ce ne sont pas des socialement voués à, quoi que, tout dépend de la migration. Je m'explique.

Dans un bassin d'emploi il y a un rapport de force entre salariés et employeurs. Quand le rapport de force est plutôt du côté des salariés, que fait l'employeur ? Il importe de la main d'œuvre. Et c'est là où ça va se jouer. Parce que si tu remarques, tous les pays qui ont des systèmes intensifs agricoles comme les nôtres, avec des serres, des palmiers dattiers, je ne sais pas quoi, finissent par importer de la main d'œuvre étrangère pour faire pression. Parce que le rapport de force sans immigration, il finit par basculer du côté des salariés, qui peuvent faire grève. C'est arrivé chez des amis à moi, ils ont fait grève lorsqu'ils ont vu sur leurs portables que la tomate faisait 5 € à Rungis, ils sont allés demander des droits. Ils ont dit « la tomate elle fait 5 € et toi tu ne me donnes pas mes droits ? Je fais grève ». Ils négocient après, bien sûr on est au Maroc, ils n'ont pas fait grève. Mais ce que je veux dire, c'est que sans apport de main d'œuvre qui concurrence la main d'œuvre locale ... Mais ils sont très forts, les gens de la fraise et des fruits rouges sont en train de construire des logements dans leur ferme pour accueillir les filles de la montagne, et faire concurrence aux filles rurales.

Habib - Pour jouer sur le marché de l'emploi.

Omar - Exactement. Mais là, si tu as une régulation de ce marché ici, si tu t'occupes des gens et non pas des hectares, tu peux réguler ça, tu peux le négocier.

Habib - S'occuper des hectares c'est aussi une manière de s'occuper des gens !

Omar - Je te provoque ! Non, il faut s'occuper des hectares, c'est ce qu'a fait le ministère de l'Agriculture depuis son existence. C'est bien, mais il n'y a pas que ça. Ce sont des bassins de création de richesses, de rapports de force. Il faut élargir. Là, c'est du territorial, il faut élargir la perspective.

Habib - Mais moi je t'avoue que c'est là où je bloque, j'ai du mal à te suivre dans ton raisonnement, et j'aimerais bien comprendre, je ne suis pas en train de te critiquer, j'aimerais juste comprendre. Le foncier, le sol, tu ne lui donnes pas beaucoup d'importance dans le système de production agricole.

Omar - Dans la transformation qui est en cours. On aurait pu avoir une autre agriculture complètement, c'est l'agroécologie. Ça c'est un autre système. Mais dans le système actuel c'est ça. La propriété n'est pas nécessaire. Il y a une déconnexion, c'est un fait, de la propriété et de la mise en valeur. C'est statistique.

Habib - La terre est demandée.

Omar - Il y a une demande, il y a plusieurs facteurs. On va entrer dans des choses qui demandent un peu de temps, ce que je veux dire. Les faits. Il y a très peu de transactions

de propriétés foncières.

Habib - Parce que les gens ne veulent pas vendre, ou parce qu'il n'y a pas de marché ?

Omar - Les gens ne veulent pas vendre bien sûr.

Habib - Les gens qui ne veulent pas vendre, les premiers qui ne veulent pas vendre, c'est les plus petits.

Omar - Mais bien sûr, je suis d'accord avec toi. Ils s'accrochent à une protection quelque part, à une appartenance, à un territoire, tout ce que tu veux. Ils ne veulent pas vendre. L'étude de Meknès, c'est peut-être celle dont tu parles toi, sur le périurbain, ils démontrent que ce qui a gardé la vocation agricole dans le périurbain, c'est le petit melk en indivision. Ça c'est un fait, mais ça ne veut pas dire qu'ils vont vivre de ça. C'est autre chose. Mais je te dis ce qui est évident c'est qu'aujourd'hui, à part les grands capitalistes qui ont hérité des trucs des colons, l'essentiel des nouvelles productions se font sur des terres qui ne sont pas propriété de l'exploitant.

Habib - Les grands investisseurs.

Omar - Elles sont en location.

Habib - Après de ...

Omar - De l'Etat et du privé. Je te donne un exemple, aucune tomate d'Agadir qui est exportée n'est produite par le propriétaire du foncier, ce sont tous les locataires.

Habib - Tous des locataires ... Ça c'est une information extrêmement importante, merci.

Omar - Pourquoi ? Parce que ce qui est important, ce n'est pas le sol. Ce qui est important, c'est l'accès. Ils ont un contrat de location qui est standardisé à Agadir. Trois ans, il est respecté. Les prix sont intéressants, les loyers, et le gars il reste trois ans, après trois ans, il va ailleurs.

Le palmier dattier, c'est ce qui est en train d'exploser dans le sud du Maroc, c'est de la location de domaine public, d'accord ?

Les périmètres irrigués, les grands périmètres irrigués. Il y a une déconnexion de la propriété et de l'exploitation, c'est le mode de faire valoir indirect qui prédomine. Donc ça c'est un fait.

Habib - Je comprends mieux. On parle bien d'appropriation ?

Omar - Exactement. Ou plutôt, on parle de « reverse tenancy ». C'est la « tenure inversée » de Colin. Colin dit qu'historiquement, dans le mode de faire valoir indirect, tu as celui qui a la terre, celui qui a la force de travail. Et c'est un arrangement qui est plutôt intéressant du point de vue de l'accès des pauvres à un revenu.

Omar - Maintenant, c'est l'inverse. Aujourd'hui celui qui a la terre apporte beaucoup moins que celui qui prend la terre. Et ça, c'est en fait venu des pays de l'Est. Cette réflexion de de tenure inversée. Dans les pays de l'Est quand on a redistribué les terres on les a redistribuées à des gens qui n'étaient pas agriculteurs.

Habib - Est-ce qu'on peut le faire au Maroc, aujourd'hui ? Est-ce qu'il faudrait le faire ?

Omar - Alors aujourd'hui, je crois que ça va buter les limites du modèle capitaliste, de cette transformation capitaliste de l'agriculture. Il a généré des contre-tendances, comme disait Marx avant, des tendances et des contre-tendances ! Les contres tendances, pour le moment, elles ne sont pas assez fortes. Bon, il y a l'exemple de la pastèque à Zagora, où la société civile a réagi pour empêcher cette exploitation de l'eau

On a aussi des réactions intéressantes sur les terres collectives. Lorsque l'Etat a donné en location aux grands, des petits ont fait des manifestations pour réclamer leur part et ils ont gagné. Ils ont eu gain de cause. On leur a redistribué des terres Aujourd'hui, on travaille sur un projet dans lequel il était prévu de donner 5000 hectares aux gros, et finalement on n'a donné que 3000, et 1000 et quelques aux petits.

Il y a aussi la préoccupation politique au niveau de l'Etat de garder un certain équilibre social dans le milieu rural, qui se traduit justement par ce projet difficile de melkisation des terres collectives, qui a pour base la répartition des terres entre ayants-droits. C'est au profit des petits. C'est une bataille. Il y a ceux qui captent la décision politique parce qu'ils sont des gros, ils ont des influences, ils payent des consultants qui orientent la décision politique en leur faveur.

Habib - Est-ce que ... juste une remarque, ce n'est pas une question. De mon point de vue, l'agriculture ce n'est pas le rôle de la société civile

Omar - Si, c'est le territoire. Non, c'est là où tu te trompes, le commun, qui va le protéger ?

Habib - Est-ce qu'il existe encore le commun ?

Omar - L'eau c'est du commun

Habib - L'eau, oui, mais l'eau est privatisée !

Omar - Non, elle n'est pas privatisée.

Habib - Elle est privatisée parce que moi, même non Marocain, si je ramène un gros budget et je leur dis je veux produire je ne sais pas quoi hors saison, ils seront contents et ils vont me donner, et je vais tout exporter.

Omar - C'est vrai et ce n'est pas vrai, parce qu'aujourd'hui le ministère de l'Intérieur vient de sortir une circulaire pour dire pendant cette année de sécheresse, je vais fermer tous les puits illicites.

Habib - C'est exceptionnel.

Omar - Oui, mais ça existe toujours, parce que ça reste un régime commun. Tu peux toujours intervenir. C'est une question de rapport de force. C'est pour ça que je dis le rôle de la société civile est important. Lorsque les gens de Zagora, la société civile, s'est mobilisée pour protéger sa ressource en eau, le politique a réagi. Tu ne peux pas confier les combats à des individus.

Habib - On peut interdire le pompage pour des produits destinés à l'exportation.

Omar - Bon, là tu me ramènes en arrière, parce que c'est un débat qu'on aurait dû avoir au début, c'est de dire le commerce virtuel de l'eau, la souveraineté alimentaire acquise par les dollars plutôt que par les grains. C'était ça le débat des années 90 de sécurité alimentaire versus indépendance ou autosuffisance.

C'est un débat qui aujourd'hui a progressé un petit peu grâce à certains travaux. C'est vrai que sur le papier, tu vas dire je peux faire du commerce virtuel d'eau. J'exporte mes tomates et j'importe des céréales qui consomment beaucoup d'eau parce que j'ai besoin de beaucoup, et sur le papier, ça marche. Sauf que ce n'est pas les mêmes qui en profitent.

Donc territorialement et socialement, il n'y a pas de commerce virtuel. Il n'y a que du commerce approprié par des agents. En fait, la question de la sécurité alimentaire aujourd'hui peut être posée à mon avis. Mais il faut la revoir, il ne faut plus la poser au plan national, ça n'a pas beaucoup de sens.

Parce que là aussi, on fait l'hypothèse que parce qu'on a suffisamment de blé au Maroc, il va être bien réparti. Tu vois ce que je veux dire ? Tu vas avoir beaucoup d'orge, l'année de sécheresse, il va être bien réparti. La question, c'est de comment renforcer les acteurs pour qu'ils puissent accéder à ces ressources.

Habib - En plusieurs morceaux tu as signalé des éléments d'un bilan, si je peux parler d'un bilan, rapide. Les ressources hydrauliques baissent, et une des raisons de cette baisse ...

Omar - C'est le capitalisme.

Habib - Non mais c'est le commerce virtuel de l'eau. L'eau virtuelle

Omar - Ça, c'est le concept, oui, ok

Habib - On pompe de l'eau, on fabrique des pastèques qu'on destine à l'export.

Omar - Oui.

Habib - Ça, c'est du commerce de l'eau virtuelle. Donc ressources, épuisement ou menace d'épuisement des ressources, cette eau-là aurait bien servi cette année de sécheresse, par exemple.

Omar - Non, mais ce que je te dis. Fermer les puits ne remplit pas les barrages.

Habib - La nappe aurait pu être exploitée.

Omar - Non moi, je comprends la mesure. Si tu veux, la mesure des nappes, je la comprends comme une précaution pour l'année prochaine. C'est à dire que si demain, si l'année prochaine il y a encore une sécheresse, et que tu as autorisé le prélèvement des nappes, tu vas être vraiment... C'est une précaution effectivement, mais il faut expliquer aux gens. Nous, on fait ça tous les jours. Je peux te montrer toutes les cartes qu'on a. 90 % des prélèvements d'eau sont illicites au Maroc. Tu ne vas pas les fermer !

Habib - L'illicite c'est aussi les grands investisseurs

Omar - Non, non, les grands investisseurs, ils ont toujours leur permis.

Habib - Ils ont leur permis, il n'y a même pas de compteurs d'eau sur leurs sondages ! On ne sait même pas combien ils prennent !

Omar - Ça, ce n'est pas de leur faute. C'est l'administration qui ne fait pas son travail. C'est pour ça que je te dis les rapports de force sociaux sont importants et c'est pour ça que les capitalistes se développent, se protègent d'une certaine manière, influencent la décision publique d'une certaine manière. Et la société civile et les autres acteurs doivent aussi le faire.

Habib - Ce n'est pas les mêmes rapports de force. Je ne peux pas forcément accéder au ministre rien que pour rester à ce niveau-là. N'importe quel homme d'affaires peut.

Omar - Il y a des relais. Je ne vois pas comment tu veux le faire. C'est que de la politique, ça, il y a des relais politiques et il faut les utiliser.

Habib - Je parle de choix fondamentaux.

Omar - Mais les choix fondamentaux sont influencés par les jeux des acteurs. Et si on oublie le jeu des acteurs, on ne parle qu'aux décideurs. Tu n'arrives pas à les convaincre, parce que de l'autre côté, ils mettent des moyens de pression, ils mettent des consultants qui vont expliquer que c'est la bonne technique d'utilisation de l'eau. Ils amènent de l'expertise étrangère pour les conseiller sur les variétés, et le reste de la société effectivement, elle n'est pas protégée.

Habib - Ils n'ont pas le même poids

01 :30 :14

Omar - Mais oui, mais qu'est-ce que tu veux, il faut bien qu'on utilise des moyens de la politique pour changer les choses. On revient à la politique cette fois ci, la nouvelle politique, pas celle des années 70.

Habib - On revient absolument à la politique, parce que moi je m'en rappelle, j'ai lu des documents où quand Hassan II a demandé 1 million d'hectares irrigués c'était un choix politique. Bon ou mauvais, c'était un choix politique. Là, aujourd'hui, on peut dire on veut ceci ou cela et il peut y avoir une décision de, par exemple l'eau d'abord pour les céréales

Omar - Non, non. Moi je ne vois pas les choses comme ça. Je pense que ce qu'il faut voir, c'est l'acteur et pas le décideur qui est capable de tout faire. C'est analyser les rapports de force dans la société. Quels sont les leviers ? Quels sont les relais politiques ? Quels sont les acteurs qui développent des pratiques innovantes. Le million d'hectares, ce n'était pas une très bonne idée entre nous.

Habib - Non, je veux dire je parle de pouvoir de décision, je parle de ça, je ne parle pas du fond de la question

01:31:28:19

Omar - Ce qu'il faut renforcer, c'est la société, les capacités des acteurs, c'est ça ce qu'il faut comprendre, aujourd'hui l'alphabétisation a fait des progrès, tout le monde a accès à Internet. Donc les moyens d'intervention de la société sont beaucoup plus importants qu'avant. Il y a un petit bouquin que j'avais lu de Todd Emmanuel, qui expliquait qu'à partir

de 80 % de taux d'alphabétisation des jeunes de moins de 18 ans, les sociétés bougeaient. D'une manière ou d'une autre. Il donnait beaucoup d'exemples.

Donc, moi je ne rêve pas d'une politique dans laquelle il y a un décideur qui va dire voilà ce que vous devez manger, c'est le blé. Et je réserve l'eau au blé. Non, c'est une société dans laquelle il faut qu'il y ait des débats, des délibérations, que les institutions jouent leur rôle. C'est sur ça qu'il faut qu'on travaille.

Habib - Mais je vais prendre un exemple très précis. Je suis Tunisien. Aujourd'hui on a un président qui a pris des décisions politiques bonnes ou mauvaises ce n'est pas la question, qui ont fâché nos bailleurs de fonds. On importe 50 % de nos besoins alimentaires. Il nous reste deux semaines de capacité d'importations.

On fait comment ? On risque d'avoir un très sérieux problème alimentaire dans quelques semaines. Pourquoi ? Parce que la politique tunisienne agricole, un peu comme au Maroc, il y a un effet de miroir, a préféré exporter plutôt que de produire pour la population ! Ça veut dire que non seulement ils sont fâchés, mais en plus on n'a plus le droit d'acheter. On fait comment dans ce cas-là ?

Omar - Moi, c'est ce que je te dis depuis le début, je te dis que le problème essentiel, c'est qu'il faut comprendre ce qu'on appelle « commun », la sécurité alimentaire ou le droit à la nourriture, c'est un commun aussi. L'eau c'est un commun, d'accord ? Le territoire c'est des communs. Tout ça, c'est là où il faut qu'on renouvelle notre réflexion, parce que ce n'est plus uniquement aux décideurs d'en haut de décider des communs.

Il faut que ce soit une délibération. Il faut que ce soient des choses qui soient discutées. Les évaluations qu'on fait, nous dans nos rapports, ils sont bien gentils, mais ça n'impacte pas. Alors, si ce modèle de transformation capitaliste de l'agriculture, aujourd'hui pose des problèmes environnementaux, pose des problèmes sociaux, pose des problèmes territoriaux, il faut qu'on discute de ce modèle entre nous.

Et le problème c'est que quand tu vois l'offre de discussions de ce modèle-là, elle est très faible. Moi je trouve qu'il y a beaucoup de choses qui ne sont pas discutées. Il y a la question fondamentale de la répartition de la rente, liée à l'exploitation des communs, l'eau en particulier.

Alors je prends le cas de Tadoussac, que je connais bien. Sans les capitalistes, tu ne peux pas exploiter la rente qu'il y a dans la nappe de Boudnib, parce qu'elle est profonde et ce ne sont pas les oasiens qui vont la faire. Ce qui est anormal, c'est que cette rente ne soit pas partagée pour préparer demain.

Habib - Comment on fait ?

Omar - C'est ce que je te dis, on l'exploite et on investit dans les gens pour qu'ils ne soient plus dépendants de la nappe. Il faut renforcer les capacités des territoires pour faire autre chose que ce qui est « *water dependant* ». Si tu la gardes, tu la gardes. Mais pourquoi faire ?

Habib - Je vais être très direct. Est-ce que Omar Aloui pense que la société dans la plaine de

Omar - De Drous...

Habib - Oui, une fois que la nappe est épuisée, ils peuvent être préparés à vivre sans ça ?

Omar - Non, mais tu ne m'as pas compris, je te dis une ressource minière, dans un territoire, se gère comme ça.

Habib - Il faut manger !

Omar - Non mais bon, on ne mange pas ces dattes ! Cette eau-là, toi tu voudrais qu'on l'utilise pour produire des céréales, pour nourrir

Habib - J'aurais opté pour ça, oui

Omar - Pour moi ce n'est pas du tout le modèle qu'il faut faire avancer. Le modèle qu'il faut faire avancer, c'est celui d'investir dans les gens pour qu'ils soient moins dépendants des ressources limitées. Tu vois, il faut que ton PIB local ne soit plus dépendant de l'eau. C'est la seule manière d'avancer.

Habib - David Harvey, le géographe, parle de la rente du monopole

Omar - Il faut la taxer, la mettre dans le territoire.

Habib - Et la solution, une des pistes à laquelle on pourrait réfléchir, c'est de casser cette rente.

Omar - Moi je suis d'accord ! Le Chili, le cuivre, la société qui exporte ne touche que 35 \$ l'once. Tout ce qui est au-dessus c'est pour l'Etat, pour investir dans l'éducation, dans la santé etc. Tu vois ce que je veux dire, c'est une manière de « s'approprier » la rente. Chez nous, ça ne se passe pas vraiment comme ça. On détaxe l'exportation à tout prix et on encourage la surexploitation des ressources sans qu'il y ait réinvestissement de la rente dans les territoires pour diversifier leur économie.

Habib - Je vais finir par un scénario et une question. On s'approche vraiment de la fin, sauf si tu penses que j'ai oublié quelque chose.

Omar - Non, tu n'as rien oublié.

Habib - Moi je suis capable d'imaginer un monde sans pétrole, un monde sans phosphate, mais je n'ai pas la capacité intellectuelle à imaginer un monde sans eau.

Omar - Mais il y a deux types d'eau. Il y a l'eau renouvelable. Celle-là oui. Mais l'eau qui a un caractère minier, il faut y réfléchir. Qu'est-ce que tu en fais ? Parce que normalement, cette eau qui a un caractère minier, elle est dans des zones qui ne sont pas habitées en général, d'accord ? La traiter comme une source de devises, c'est une bêtise. Mais la traiter comme une rente exploitable à condition de réinvestir dans le territoire, de quoi diversifier ton économie, c'est ce que recommande Jeavons depuis le XIX^e siècle. C'est ce qu'on a fait à Agadir. Dans la première étude de la FAO, il y avait la nappe de 5 milliards de mètres cubes. Et dans le premier rapport à l'époque, ils disaient il faut utiliser cette eau pour sortir de l'eau ! Pour faire autre chose que l'eau, pour faire travailler les gens dans ce qui est *non-water dependant*. Le problème, c'est que ça ne s'est pas fait.

Et là, on a exploité la nappe, bien sûr, mais on n'a pas diversifié la base économique, ce qui fait maintenant on est obligé de dessaler pour garder ces foutues tomates. Tu vois, mais

intellectuellement une ressource qui ne se renouvelle pas, il faut l'aborder autrement qu'une ressource renouvelable.

Habib - Je vais finir avec une question, la dernière, et après c'est promis que c'est fini de mon côté, c'est quoi l'avenir de la paysannerie marocaine, qui reste quand même relativement nombreuse.

Omar - Alors faisons une cartographie, et même un peu d'histoire aussi. Où est-ce qu'il y avait de la paysannerie au Maroc, avant la colonisation ?

Il y avait dans les oasis, il y avait dans la montagne, tout le reste autour des villes, ça appartenait aux grandes familles, ils avaient des métayers, des machins comme ça.

Alors qu'est ce qui reste dans les oasis ? Il n'y a plus pratiquement rien. Il y a eu des dégradations, il n'y a plus d'eau quoi, et d'une part, il n'y a plus d'eau souvent à cause des barrages. Quand tu vas à Zagora, c'est à cause du barrage. C'est pas à cause du prélèvement sur les dattes ! Le barrage a bloqué les écoulements vers les oasis, toutes les oasis du sud ont été les grandes victimes des constructions de barrages. Et donc cette agriculture familiale oasienne est en train de mourir. Il leur reste que le savoir-faire, et ce savoir-faire ils sont en train de le réinvestir dans ces grandes fermes, en réalité. Pour la pollinisation, pour la récolte.

Après il reste le nord. Le nord il vit de la culture du kif. C'est une paysannerie qui dépend de décisions politiques, dont l'avenir dépend des décisions politiques en matière de légalisation ou pas.

Et nous avons toute cette petite paysannerie qui est dans les périmètres irrigués qui elle est en train de souffrir beaucoup du changement climatique, parce que les grands périmètres irrigués au Maroc, ils sont alimentés par des barrages. Dans la région de Doukkala, je crois, ça fait deux saisons qu'on irrigue plus. Ils n'ont même pas de nappes et ils ont des usines sucrières qui se tournent les pouces, parce qu'il y a plus de betterave.

Ça, c'est un enjeu très important, la sauvegarde des ressources en eau pour les grands périmètres irrigués. Et c'est là qu'on a le stock d'agriculture, de petite agriculture. Le reste, je t'ai dit. Le reste, bon il y a les éleveurs bien sûr. Mais l'enjeu pour moi, c'est la sauvegarde des périmètres irrigués dans un contexte de changement climatique.

Habib - On peut les protéger ? Dans un contexte de changement climatique.

Omar – Ce n'est pas qu'il n'y a pas d'eau dans les barrages, c'est que la loi oblige l'Agence de bassin à prioriser l'eau potable. Deux, c'est deux saisons d'eau, pas une ! Dès qu'il y a moins de deux années de consommation d'eau potable, on arrête d'irriguer. Ça veut dire que c'est un problème qui se pose à l'échelle d'un bassin.

Quels sont les ajustements qu'on peut faire pour réduire la pression qui provient de l'eau potable, sur cette ressource-là ? Ou carrément réduire les superficies. Pour s'adapter à la nouvelle donne, en termes d'apport, c'est à dire que tu réduis les superficies parce que c'est quand même là où on a l'essentiel des enjeux sociaux aujourd'hui.

Chez les gros et chez les grands propriétaires en partenariat public-privé, c'est des eaux souterraines la plupart du temps. Donc là on est dans cette question de taxation, de réduction des prélèvements, de réinvestissement dans l'humain.

Dans la petite agriculture qui est dans les périmètres irrigués, on est dans la gestion de l'eau à l'échelle des bassins. Alors le débat sur ce qu'est l'agriculture, il a démarré un petit peu au Maroc, mais la transformation capitaliste me paraît avoir marqué des points. Il faut la gérer. Il faut la gérer telle qu'elle est pour qu'elle ait moins d'impact environnemental, moins d'impact social.

Habib – Merci beaucoup !